



MICROFICHE N°

02834

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE
DOCUMENTATION AGRICOLE
TUNIS

الجنة تونسية

وزارة الصناعة

المركز التوسيع
الموريضي
تونس

F 1

REPUBLIC OF CONGO
MINISTRY OF DEVELOPMENT
OFFICE NATIONAL DE L'ETAT

PROJET PAS-AFRIQUE

REFUS DU CONSEIL
Office National de l'Etat
Projet de développement
République du Congo
à l'UNESCO
FAO/SIDA/UNDP

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT - 71 N'Djamena, Dschad, 1970

Document préparé à l'attention
du Projet de développement rural intégré des zones à production sub-saharienne

Document préparé à l'attention
de Recevoir les membres de la
mission d'évaluation du Projet

Novembre 1970

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

| | |
|---|----|
| 1 - GÉNÉRALITÉS GÉNÉRALES SUR LE PROJET | 1 |
| 2 - RÉGLES DE MISE EN ŒUVRE | 3 |
| 3 - CRÉATION DES INSTITUTIONS | 2 |
| 4 - ORGANISATION DU PROJET | 4 |
| 5 - ACTIVITÉS DU PROJET | 6 |
| - 5.1 - Aide financière et matérielle aux producteurs | 7 |
| - 5.2 - Données en informatisation | 15 |
| - 5.3 - Formation professionnelle | 20 |
| - 5.4 - Région de Ziguinchor | 21 |
| - 5.5 - Opérations spécifiques | 23 |
| 6 - COMMUNIQUATION & L'INFORMATION DU PROJET | 24 |
| - 6.1 - STED - PSC | 24 |
| - 6.2 - STED - Fonds équitable | 25 |
| - 6.3 - STED - PMI Personnel | 25 |
| - 6.4 - Des documents techniques | 25 |
| - 6.5 - Gouvernement Tchadien - Fonds roulement | 27 |
| - 6.6 - Gouvernement Tchadien - Personnel | 27 |

ANNEXE

- 1 - Budget de la Banque
- 2 - Considérations relatives à l'organisation des activités du Projet
- 3 - Organisation générale
- 4 - Modèle d'entreprises de collectivisation et préts
- 5 - Subvention en prêts aux producteurs - Fonds roulement
- 6 - Fonds de roulement STED - Structure
- 7 - Fonds de roulement - Utilisation des ressources
- 8 - Cadre-programme de production officiel pour 1975/76
- 9 - Crédit de STED à mobiliser en 1976
- 10 - Formation Professionnelle

Le présent document est établi à l'attention de Mme le ministre de la planification et de l'évaluation du Projet YAO/ATBA/1972, dans les travaux de déroulement en Tunisie du 13 Novembre au 4 Décembre 1973.

Il a pour objet de recenser excepté des activités menées par le Projet, de faire part des problèmes qui se posent et de formuler des propositions relatives à l'orientation des interventions ainsi qu'en renforcent la leur efficacité.

1 - Résumé des principales activités du Projet

- Gouvernement tunisien : 248%
- Rédaction : par le Gouvernement Tunisien (Ministère de l'Agriculture) qui a désigné l'Office National de l'Irrigation (O.N.I.) comme étant l'agence d'exécution,
- Direction : Monsieur Houssein Hammami, Chef du Service Technique Production de l'O.N.I., assisté par Monsieur J.-L. MAUDUIT, Consulteur du Projet
- Fonds : Contribution du Gouvernement Tunisien à U.S. 3,326,000
Contribution du Gouvernement Tunisien à U.S. 2,135,000
Total à U.S. 5,461,000
- Durée : 13 mois, du 1er Avril 1973 au 31 Mars 1974.

2 - Objectif principal du Projet

Le rôle principal du Projet, tel qu'il est décrit par le plus d'opérations, est parfaitement clair : assister l'Office National de l'Irrigation pour la priorité d'efforts coordonnés et gérés en faveur de l'agriculture et des industries oléagineuses.

Cette assistance, sauf ce qui concerne la programmation et quelques actions spécifiques, devrait englober un ensemble d'activités concentrées dans des zones d'interventions, ceci afin d'éviter une dispersion des efforts et des moyens.

Très vite, compte tenu des besoins évidents du secteur oléagineux, il a été convenu au Projet de ne pas limiter son champ d'action et surtout, à ce sujet, qu'il aurait un caractère national.

.....

Le présent document qui établit à l'attention du Ministère les résultats de la mission d'évaluation du Projet PNE/PTZ/1973, dont les travaux se déroulent en Tunisie du 23 novembre au 4 décembre 1973.

Il a pour objet de rendre compte des activités menées par le Projet, de faire part des problèmes qui se posent et de formuler des propositions relatives à l'orientation des interventions afin qu'ils contribuent et leur efficacité.

1 - Budget prévisionnel du Projet

- Gouvernement tunisien : 30000
- Exécution : par le Gouvernement Tunisien (Ministère de l'Agriculture) qui a désigné l'Office National de l'Eau (O.N.E.) comme agent d'exécution.
- Direction : Secrétaire Général M. H. Boussetta, Chef du Service Technique Production de l'O.N.E., assisté par M. M. Hammami, Conseiller du Projet
- Court : Contribution du Gouvernement Tunisien à R.D. 3.250.000 Contribution du Gouvernement Tunisien à O.N.E. 2.115.000

Total à R.D. 5.365.000
- Durée : 5 ans, du 1er avril 1973 au 31 Mars 1978.

2 - Rôle et missions du Projet

Le rôle principal du Projet, tel qu'il est écrit par le plan d'opération, est parfaitement clair : assister l'Office National de l'Eau pour la promotion d'un effort coordonné et général en faveur de l'agriculture et des industries oléagineuses.

Cette assistance, tout en ce qui concerne la programmation et quelques actions spécifiques, devait comporter un ensemble d'activités concentrées dans une zone d'interventions, ceci afin d'éviter une dispersion des efforts et des moyens.

Très vite, compte tenu des besoins évidents du secteur oléagineux, il a été demandé au Projet de ne pas limiter son champ d'action et surtout, à ce sujet, qu'il avait un caractère national.

Malgré cette volonté, dès le mois de juillet 1973, il a été décidé que le Projet et le Service Technique Produits du Rhône qui le traitait, se sont mis en conférence, constituant une sorte "mairie".

De ce fait, les deux instances du Projet devaient l'assurer au niveau technique industriel et social pour la mise en place d'une organisation et de moyens, adaptés pour la réalisation d'actions intégralement à l'amélioration des usines.

Ces dernières, représentées par le Comité de direction et la Chambre technique interprofessionnelle, également d'une structure simple, étaient censées à l'apogée du plan d'agrandissement, contribuer à une bonne intégration du Projet dans les structures existantes, et pouvoir donner à la création d'une organisation permanente l'espace et l'équipement sociaux nécessaires à la prospérité et l'expansion des activités porteuses du développement du Projet.

Belles ont pourvu la réalisation de plusieurs actions ayant eu un rôle important sur le développement de la production, ainsi que la création des conditions nécessaires au fonctionnement d'organisations de grande envergure.

A ce sujet, tout en exprimant sa satisfaction pour les efforts entrepris, le Comité technique permanent ayant appris l'extension, en juin 1973, des "dispositions qui pourraient se concilier avec l'élargissement proposé des activités".

Sur ces conditions, et compte tenu des résultats déjà obtenus, ainsi que de la multiplicité et de nature des activités confiées à l'unité "service technique production - Projet", il a été convenu de confier l'organisation de ses moyens techniques afin de doter le secteur d'une structure à la mesure des objectifs à atteindre. Ces dispositions seront prises dans un proche avenir, qui devraient permettre d'agir sous toute l'efficacité possible.

3 - Conception des intégrations du Projet

La conception des intégrations du Projet se fonde sur sa réelle intégration dans les structures pourvoeuses d'intérêses.¹⁵⁰

Les dispositions prises à ce sujet visent à mobiliser les moyens qui existent ou sont susceptibles d'être affinés et en évitant toutes déuplications, actives ou subtilisées ou créations de structures parallèles.

xxxxx

A cette fin, le rôle et les attributions de chacun des "partenaires" devant participer aux activités de développement régional ont été clairement définie par circulaire N° 40 du 29 Octobre 1974 (cf annexe) :

- à l'échelon national, l'ONIR et le Projet, dans le cadre d'une collaboration permanente et organisée avec toutes les instances concernées par la promotion du secteur régional sont responsables : de la programmation régionale des activités, de l'harmonisation et de la coordination des actions, de la conception et de l'organisation des interventions techniques, de la mobilisation des moyens matériels et financiers, de "suivi" des réalisations et de l'évaluation des résultats obtenus;
- aux échelons régionaux, les services du Ministère de l'Agriculture ont l'entièvre responsabilité de la réalisation des programmes et de l'organisation des actions qu'ils comportent, leur intervention se situant dans le cadre de leurs attributions normales.

Dans cette optique, trois groupes de travail ont été constitués au niveau central (vulgarisation - recherche - formation) et des responsables désignés par le Ministère de l'Agriculture pour être les "vis à vis" du Projet. Ces responsables ont assumé pour cela d'assurer la réelle participation des services relevant de l'autorité des Directeurs, dont ils sont les représentants, à l'exécution des programmes.

Ces mesures, si elles avaient été strictement appliquées, étaient de nature à permettre le déroulement normal des opérations du Projet.

Nécessairement, pour des raisons multiples, toutes les difficultés rencontrées, ainsi qu'à la faiblesse des moyens mis à la disposition de la promotion régionale, leur effet fut tout très limité.

Toutefois, dans certaines zones, ou pour quelques actions spécifiques, des résultats satisfaisants ont été obtenus, ce qui démontre la bien-fondé des conclusions formulées.

Ceci étant, il faut rappeler que le comité technique consultatif avait insisté sur la nécessité d'une "intégration institutionnelle", les mesures devant être prises prochainement, (dont il est fait mention au 2 ci-dessus) répondent à cette nécessité.

/

De plus, compte tenu de la spécificité des actions et aussi de la multiplicité des thèmes confiés aux directions régionales, il est prévu, dans chaque direction où l'agriculture occupe une place importante, la création de bureaux des opérations régionales relevant de l'autorité des arrondissements de la production agricole. Ces bureaux seront les "maîtres" du service technique production et du Projet.

4. - Organisation du Projet

L'arranglement des missions confiées au service technique production et par conséquent au Projet nécessite la soutien de trois actions simultanées :

- Préparation du développement du secteur officiel, en assurant un ensemble de travaux allant de l'inventaire de l'offre toninienne jusqu'à l'évaluation des résultats;
- Orientations et présentation des interventions afférentes au secteur officiel, d'une part, en définissant les principes, les méthodes et les techniques devant permettre l'amélioration de la production et de la productivité du secteur officiel grâce, notamment, aux recherches et démonstrations (liaison recherche - vulgarisation); d'autre part, en préparant les compagnies officielles ainsi que les interventions techniques et en appuyant leur création, ce qui comporte des séances de formation à tous les niveaux;
- Intervention auprès des producteurs, afin de les aider à intensifier leur production grâce à une aide technique (vulgarisation - formation) et matérielle (mobilisation de moyens de production - Crédit agricole), cette action étant de la compétence des services du Ministère de l'Agriculture.

C'est sur cette base qu'est organisé le Projet qui dispose au moment de sa création national et international groupés en une équipe pluridisciplinaire.

Par contre, les agriculteurs régionalisés devraient, toutes prises, rejoindre l'agence centrale, faire les choses à accomplishir à l'échelon régional étant toutefois de la responsabilité des arrondissements de la Production agricole (évaluation des programmes) ou des cantons du Japon (ainsi en place des moyens). Dans cette nouvelle position il leur faudrait démarquer les liaisons avec les échelons régional, de veiller à la mise en œuvre des programmes, d'aider à leur exécution et de contrôler les réalisations.

Pour le personnel international, il semble indispensable de prévoir la création de deux postes supplémentaires : coordinateur (spécialiste de la vulgarisation et de la formation professionnelle), spécialiste du crédit agricole.

Cette proposition tient compte de l'ensemble des problèmes posés dans ces documents et s'appuie sur les observations formulées tant par le conseil technique consultatif lors de sa réunion de juin 1974 que par les consultants du Projet. Elle résulte aussi de l'analyse des difficultés rencontrées et des résultats obtenus en ce qui concerne les opérations techniques d'opérationnalisation de la production officielle.

2 - Les activités du Projet

L'intégration du travail au village, une amélioration au niveau des structures et de l'équipe, mais aussi au niveau des activités, c'est la raison pour laquelle les actions de promotion officielle sont présentées dans le cadre du programme officiel, étant entendu que sur le plan financier et acceptant les ressources dont identifiées et compatibles selon les règles propres à chaque organisme.

Vouloir distinguer les interventions de l'ONU de celles du Projet ne correspondrait pas à la réalité et conduirait à donner une image déformée de l'effort entrepris, sans qu'il soit possible de situer les actions dans leur véritable contexte.

De ce fait, les réalisations dont il est fait état ci-dessous sont à considérer dans leur état le fruit de l'étroite collaboration qui s'est établie entre le Projet, l'ONU et les services du Ministère de l'Agriculture. Elles n'ont été possibles que grâce à l'important appui fourni par l'ONU.

Sur le plan conceptuel, les activités sont axées sur la vulgarisation qui constitue le "pivot" de toutes les interventions.

En outre, les ingénieurs régionaux devraient, dans première ligne, l'équipe centrale, toutes les tâches à accomplir à l'échelon régional étant maintenant de la compétence des arrondissements de la Production agricole (exécution des programmes) ou des caisses de l'ONI (celles en place des moyens). Dans cette nouvelle position il leur faudra disposer les méthodes avec lesquelles réagissent, de visiter à la fois sur place des programmes, d'aider à leur exécution et de contrôler les réalisations.

Pour le personnel international, il semble indispensable de prévoir la création de deux postes supplémentaires : agriculteur (spécialiste de la vulgarisation et de la formation professionnelle), spécialiste du crédit agricole.

Cette proposition tient compte de l'ampleur des problèmes posés dans ces domaines et s'appuie sur les observations formulées tant par le comité technique consultatif lors de sa réunion de juin 1954 que par les consultants du Projet. Elle résulte aussi de l'analyse des difficultés rencontrées et des réussites obtenues en ce qui concerne les opérations techniques d'exécution de la production ciblée.

5 - Les réalisations du Projet

L'agriculture du Projet se situe, pour l'essentiel au niveau des stratégies et de l'agro, soit aussi au niveau des activités. C'est le raison pour laquelle les actions de production officielle sont présentées sous la forme de programmes cibles. Bien entendu que sur le plan financier et comptable les réalisations sont identifiées et comptabilisées selon les règles propres à chaque organisation.

Vouloir dénombrer les interventions de l'ONI de celles du Projet ne correspondrait pas à la réalité et conduirait à donner une image déficiente de l'effort entrepris, alors qu'il soit possible de situer les actions dans leur véritable contexte.

De ce fait, les réalisations dont il est fait dans ce document sont à considérer dans l'état le fruit de l'stratégie collaboration qui s'est établie entre le Projet, l'ONI et les services du Ministère de l'Agriculture. Elles n'ont été possibles que grâce à l'important appui fourni par l'ONI.

Sur le plan conceptuel, les activités sont basées sur la vulgarisation qui constitue le "pivot" de toutes les interventions.

....

La méthode suivante pour l'exécution des programmes vis à vis le tiers très
avantageux en ensemble de moyens complémentaires les uns des autres et concourant
tous au même objectif : le développement des exploitations agricoles et des revenus,
et par suite de conséquence la promotion de l'économie.

Ce qui suit de ce qui précède les activités sont regroupées autour des
axes de travail suivants :

- Aide technique et matérielle aux producteurs;
- Vulgarisation et formation professionnelle;
- Enseignement et démonstration de techniques nouvelles;
- Etudes et sondages;
- Opérations spécifiques.

2.1 - Aide technique et matérielle aux producteurs.

Dans une première étape l'assistance apportée aux producteurs s'est étendue
dans le cadre d'opérations spécifiques rurales liées entre elles, bien que pré-
vues et accompagnées d'actions de vulgarisation et de formation. Les activités ainsi
conduites ont permis d'importantes réalisations, une amélioration de la production
et la mise au point d'un dispositif d'aide technique et matérielle aux exploitations
et aux éleveurs agricoles.

Le dispositif est fondé sur le contrat par lequel la production (ou le
groupe de producteurs) et l'Etat s'engagent à verser à son tour une action d'inten-
sification de la production, dans des conditions qui, sur les plans techniques et
financiers, sont clairement précisées. C'est au niveau du contrat que sont établies
les ressources du Fonds de remboursement du Projet (dotation BIIb de 105 à 315.000) et du
Fonds de promotion de l'agriculture, conformément aux dispositions du plan d'opérations
relatives à l'entreînement des prêts et subventions (plan p. 29).

C'est ainsi, il avait été convenu que l'assistance aux producteurs se réduirait
à trois axes :

- exploitations privées de démonstration pour lesquelles l'aide apportée couvre tout les facteurs de production (sauf les 1/3 des exploitations des zones
d'intervention, soit de l'ordre de 250);
- exploitations payantes pour lesquelles l'assistance concerne les prin-
cipaux facteurs limitant la production;

/

• missions générales au niveau d'opérations spécifiques visant à l'intensification de la production (fertilisation - taillis - protection phytosanitaire, etc...).

Les deux premiers niveaux intègrent également les zones d'intervention du Projet, le troisième toutes les zones dévolues de Tunisie.

Sur cette île ont apparu qu'il s'agissait là d'une approche séduisante qui mettait nécessité au personnel très important, le problème n'étant pas de choisir des exploitations pilotes, supervisées ou assistées, mais d'aboutir à une situation où l'on trouvait des différentes catégories d'exploitations pour que les actions mises en place favorisent le vrai développement des exploitations.

Pour ce faire, il était nécessaire de disposer d'une structure d'accès aux îles. L'intégration des opérations au niveau des exploitations et des groupes d'exploitation, groupant les producteurs, et constituant le relais permettant une multiplication des efforts ainsi que la prise en charge par les agriculteurs eux-mêmes de leurs propres affaires.

L'étude des diverses possibilités a fait reconnaître que pour les petits et moyens producteurs, qui sont ceux que le Projet va soit de toucher, les coopératives de service étaient l'une des structures pouvant jouer ce rôle, & la condition qu'elles soient encadrées comme représentant une structure de vulgarisation utilisée pour : l'élaboration des programmes, l'organisation et l'exécution de toutes les actions, la formation et l'information des producteurs et, bien évidemment, la fourniture de services et l'utilisation en commun de moyens de production.

C'est dans cette optique que, pour les zones d'intervention du Projet, se sont conduites les activités. En dehors de ces zones, et pour les débrouillards de ces îles non abordés des coopératives de service, les opérations se poursuivent comme par le passé.

L'objectif poursuivi s'inscrit dans le cadre des dispositions du plan d'opérations relatives à la mise en place de "modèles d'intervention" appliquables à l'ensemble des régions d'îles de Tunisie.

Les principales interventions techniques entreprises depuis le début des opérations du Projet intègrent :

- PLANTATION INTENSIVE

L'opération est fondée sur le contrat de culture, qui fixe les obligations du producteur et du Projet, tant en ce qui concerne les engagements que les interventions techniques (et accorde un certain sous-credit).

Elle fut volontairement limitée à des superficies relativement peu importantes, ayant pour objet de diffuser une nouvelle technique de plantation (utilisée dans d'autres pays) et de procéder aux mises au point nécessaires.

Deux problèmes se posent : le choix des cultivars qui doit être orienté vers des variétés peu vigoureuses et la conduite des arbres. En fait, il faut préciser quelle est la densité optimale et donc l'écartement à retenir compte tenu du climat et du sol en fonction des variétés. De nombreux essais ont été mis en place dans ce but.

Les réalisations sont les suivantes :

| Campagne | Nbres. Ha | Nbres. Bénéficiaires | C O U * | |
|--------------|-----------|-------------------------|------------|--------|
| | | | Subvention | Prête |
| 1973 - 1974 | 74,50 | 26 | 9.930 | 15.815 |
| 1974 - 1975 | 128,75 | 64 | 8.117 | 40.435 |
| 1975 - 1976 | 100,00 | 60 | 7.500 | 30.000 |
| (prévisions) | | | | |

- GREFFAGE ET SURGREFFAGE

Le programme prévoyait le greffage ou le surgreffage oléivers. Il intéressait plus particulièrement la mise en valeur de peuplements d'oléastres. Les études ayant fait apparaître que cette action ne présentait qu'un intérêt secondaire pour les oliviers en Tunisie, les peuplements d'oléastres étant déjà greffés, il a été convenu de modifier le programme initial pour l'orienter vers des démonstrations et la formation des oléiculteurs intéressés. En effet, le problème qui se pose semble bien être de démystifier le greffage en tant qu'opération spécifique et d'amener les oléiculteurs à la considérer comme une opération culturale normale. En outre les méthodes employées traditionnellement présentaient quelques inconvénients (graffe en couronne dans le Nord ou en doublon dans le Centre) d'où l'intérêt de vulgariser la graffe en plaque, d'exécution aisée et augmentant les chances de reprise.

/

- INVESTISSEMENT EN CULTURE

La distribution du soldeant, qui dans la mesure où ce sont les Tunisiens qui couvrent l'ensemble de 150.000 hectares, soit 5 millions d'hectares environ (10% de l'Algérie - 25% des zones productrices - Algérie moins que le gouvernement plus de 50% des surfaces), est l'une des seules garanties, dans certaines zones elle constitue un préalable à toute modernisation de la production, c'est alors toute l'importance qui est accordée. La situation actuelle a pour conséquence une diminution des producteurs, dans les zones infestées, de 21 % d'elles appartenant aux autres autorités, d'où un risque à gagner de 10 millions de dinars nécessaires, ou encore la fermeture des jardins plurielles stages d'Eau complètes.

Demande cette situation en effet largement a été rencontré par l'ONF et le Projet des 1973-1976. Des contrats furent signés avec les associations des deux parties (producteur - productrice) et fut payée pour les superficies relevant, les travaux étant subvenus, soit par les producteurs eux-mêmes, soit par une entreprise spécialisée (la ONF) avec la participation des productrices :

| Époque | Surface | Montants | Coûts | Primes |
|--------------|---------|----------|--------|-----------|
| 1973 - 1974 | 950 | | 9.866 | 9.866 |
| 1974 - 1975 | 3.351 | 1.396 | 37.635 | 37.635 |
| 1975 - 1976 | 1.340 | 500 | - | 1.000.000 |
| (prévisions) | | | | |

- ENVIRONNEMENT PRODUCTEUR

- Matiériel de traitement :** Il a été recommandé au ministère de traiter contre les parasites à 3% producteur (14.075 dinars primes et 1.817 dinars subventions). L'objectif préventif est de faciliter l'équipement des agriculteurs afin qu'ils effectuent eux-mêmes ces traitements qui actuellement sont effectués par l'ONF.

.../...

- **Financement des travaux :** Il était prévu l'équipement de 2000 petites propriétés des jeunes d'entrepreneur au chapitre de brevet de cette matière agricole. Cette opération n'a pas encore été réalisée, les propriétés relatives à ces déboullements restent à vendre au profit unique dans une disposition générale également prévoyant la vente annuelle. La préoccupation du Ministère de l'Agriculture et du Brugot est d'assurer les meilleures délais de remboursement. Des moyens ont donc été pris au vu de la réalisation des programmes en faveur de la campagne 1979/80, un financement devrait être assuré par la Fédération d'organisation et de vente au déboullement agricole.
- **Financement des coopératives du Brugot :** Une mission est en cours pour s'assurer que les coopératives se servent suffisamment dans les brevets d'entrepreneur du Brugot. Plus d'autre-fois les premières coopératives ont été très en place en juillet 1979. Dans les prochaines années l'ensemble appartenant sera passé l'acquisition de 37 coopératives, 29 volontaires et 25 intervesas, avec une valeur globale de 225,000 francs (1978 quatre + 1979 autorisations),

Pour une coopérative, et dans un premier temps, une aide importante de l'administration sera nécessaire. La conception et les modalités d'actions de cette aide devront permettre un transfert progressif des charges financières en déboulant, qui au fur et à mesure du développement des activités (augmentation du "chiffre d'affaires") seront supportées par les coopératives.

Une autre coopérative au Brugot (ou un partenaire) existera le Président, dont il dépendra, pour tout ce qui concerne la gestion des impôts et la fourniture de services. Un agent sera également, sous l'autorité des services techniques du Ministère de l'Agriculture, une mission de vulgarisation-formation. En fait, il sera le conseiller agricole de la coopérative qui, au début, paiera une partie de son salaire pour ce faire la totalité dès que les fonds des financements le permettront.

C'est ainsi que les antennes techniques gérées actuellement se poursuivent en s'intensifiant, étant situées dans un cadre assurant leur intégration et la création des conditions nécessaires à un véritable "développement rural intégré".

- VERTIFICATION DES OUVRIES

Opération très importante de la profession et qui intéresse toute l'élite rurale.

Elle est menée sur la base d'observations faites par les spécialistes et les producteurs sans que l'on dispose de résultats définitifs au niveau de la recherche, ce qui constitue une grave lacune.

D'une manière générale il est apporté 3 kgv d'engrais 33,5% par hectare. Cet apportage est effectué selon les directives des agriculteurs techniques chaque fois que la pluviométrie est suffisante : individualisément dans le Nord, selon les années dans le Centre et le Sud.

Pour le lancement de l'opération, et à titre indicatif, il a été accordé des subventions (10% de la valeur des engrains pour négociation à crédit et 15% pour encours au comptant) et des primes. Cette mesure a été multipliée pendant 3 campagnes; elle est aujourd'hui supprimée depuis lors. Des résultats obtenus, pour 75/76 tous les engrains seront négociés au comptant, sans subvention autre que les frais d'apprentissage et de distribution.

Le bilan de l'opération est le suivant :

| Campagne | T. engrais | Taux | | Subvention | Total |
|---|------------|----------|--------|------------|---------|
| | | Comptant | Credit | | |
| 1973/74 | 3.000 | 2.276 | 8.832 | 11.120 | 127.311 |
| 1974/75 | 119.000 | 8.313 | 6.772 | 103.371 | 690.006 |
| 1975/76 (prem. révision) | 12.000 | 19.000 | - | 12.000(1) | 990.000 |
| (1) Frais d'apl précise et déca légations | | | | | |

.../...

- INFORMATIONS FINANCIERES

Les intérêts payés et taux pour 195 à 196,000 ha, dans une
10 à 15,000 ha, échancrée pour il à 1,000 ha, alors que la dette contre
les circonstances, les crédits mobilisés sont en augmentation constante :
de l'ordre de 600,000 dinars en 1975.

Les tractopentes sont exécutées par la Société Nationale de Produc-
tion des végétaux et les producteurs, tous les frais afférents à l'achat
des produits et aux interventions étant à la charge du PORN (aide à la
producteur).

La production maximale de l'olivier pour un certain nombre de pro-
ductions qui vont être pris échancrées au titre des saisons et démonstrations,

- LISTE DES PROJETS PLANIFIÉS

Le Projet a participé au lancement de la culture du tournesol et à
la mise en place d'essais d'introduction du soja. Il continue à apporter
son soutien pour le développement du tournesol, les essais soja étant
menés par la Recherche Agronomique. Les réalisations ont été les suivantes :

| Campagne | Hect. Beneficiant par (commune) | Prix, Dinars | Fonds |
|--------------|------------------------------------|--------------|---------|
| 1973 - 74 | 110 | 3.333 | 31.486 |
| 1974 - 75 | 200 | 3.896 | 779.764 |
| 1975 - 76 | 400 | 7.500 | 307.500 |
| (prévisions) | | | |

- MISE EN PLACE D'UN PETIT OLEOFRÈRE POUR UNE MEILLEURE VALORISATION DE
L'OLIVE RÉCOLTÉE

Bien que des accords n'aient été conclués avec producteurs des
départements de Daxois et de Charente l'opération n'a pas été menée dans
les conditions prévues. En effet, les crédits inscrits pour l'autre d'u-
nnes étaient pour objet d'appuyer une action plus vaste, englobant la
cultivation, le transport et la trituration des olives au niveau des groupes
de producteurs qui auraient ainsi eu accès à l'industrie et ainsi valori-
isé leur récolte. Or l'opération n'est limitée à des groupes de fonds,
dans nos conditions, il a été décidé de poursuivre l'opération dans un
autre cadre : celui des filières coopératives.

.../...

- NATIONALISATION DU MARCHÉ ET CRÉATION DU SOUTIEN SOCIALISME

L'intervention du Pouvoir a permis la fusion en état et la nationalisation d'entreprises situées dans les zones d'intervention, mais une fois fait, la capacité de production est extrêmement faible au regard à la demande, ce qui oblige les producteurs soit à vendre leurs produits sur place à des fabricants, soit à la transporter vers des zones bien équipées en infrastructures. Il est certain qu'il s'agit là d'une action très approfondie et de nature à empêcher les exploitants à être perdus.

Prestamment, les études ministérielles à la création d'infrastructures coopératives ont été complétées par le lancement des travaux de construction de 3 usineries coopératives situées à Roquancourt, Soufflenheim et Agnafond d'une capacité de 20 tonnes d'énergie pour chacune correspondant à la production de 100.000 éoliennes de 1.000 hectares au total. La première pierre des usineries du Roquancourt et de Soufflenheim a été posée par François Mitterrand lors de sa visite dans la région en mai 1977, les dernières pierres permettant d'espérer que les travaux seront terminés pour la prochaine élection en décembre 1977.

Le maire de Roquancourt, Chorten et Gauvin a été offertes deux plaques aux élus locaux suivantes :

- Rôle d'intervention du Pouvoir où les petits producteurs sont classés;
- Fort pourcentage de jeunes générations nivrant en productivité;
- Renouvellement actuel (capacité de fabrication inférieure à 10% de la production moyenne);
- Déclinement des centres importants, dues difficultés de culture et coût élevé des transports.

| Coopérative | 1974 | | | 1975 | | | 1976 | | |
|-----------------|--------------|-----------|-------|--------------|-----------|-------|--------------|-----------|---------|
| | Intervention | Autonomie | Total | Intervention | Autonomie | Total | Intervention | Autonomie | Total |
| 1. Eoliennes | 1 | 15 | 1 | 1 | 39.000 | 1 | - | - | - |
| 2. Soufflenheim | 1 | 11 | 1 | 1 | 362.975 | 1 | 130.000 | 1 | 130.000 |
| 3. Agnafond | 1 | 15 | 1 | 1 | 70.000 | 1 | 113.000 | 1 | 113.000 |
| (total) | 1 | 1 | 1 | 1 | 471.975 | 1 | 243.000 | 1 | 243.000 |

5.4 - REAIS ET INTERVENTION

Par réunions et démonstrations l'on envoie les diverses activités menées par le Projet dans les domaines de la R&D au point des méthodes et techniques. L'intervention se réfère à l'aval de celle de la recherche agronomique, le Projet n'ayant ni la mission, ni les moyens d'entreprendre des travaux de recherche. Cependant, il lui appartient d'identifier les problèmes qui se posent de manière à orienter les programmes. A ce sujet, il faut constater que les besoins du secteur sont considérables et les moyens disponibles pour les satisfaire extrêmement faibles. Il n'en résulte que de nombreuses questions restent sans réponse et que des décisions doivent être prises sur la base de résultats fragmentaires, d'observations, et aussi de l'expérience acquise tant en Tunisie qu'à l'étranger. Cette situation n'est pas sans présenter d'inconvénients, mais tout doit-il être mis en œuvre pour développer des programmes de recherche ciblés et des aides de type au point des techniques à la mesure de l'importance du secteur oléagineux. Cette question est malheureusement à l'étage ayant reçu l'attention des responsables du Ministère de l'Agriculture. Cependant, l'on ne doit pas oublier avec les moyens disponibles, elles et des lacunes existent. C'est ce que fait le Projet qui a entrepris les actions suivantes en étroite collaboration avec les organisations de recherche.

- INSTITUT NATIONAL DE L'OLIVE

Des travaux de recherche orientée sont en cours pour le pays. Ils ont été entrepris à la suite de la mission effectuée en Tunisie du 23/2/75 au 28/2/75 par Mme. Bruckner et Guillou, consultante du Projet, et sont conduits en collaboration avec le chaire d'entomologie de l'Institut National Agronomique (INA). Il s'agit encore d'une opération à petite échelle, ayant pour but de déterminer le seuil de nuisibilité de l'insecte, les dégâts réels qu'il cause et les précautions nécessaires à prendre.

Ces travaux sont d'autant plus nécessaires qu'il semble bien que les traitements effectués actuellement ne soient pas toujours utilisés et coûteux et des dégâts dont la justification économique n'est pas avancée.

Pour ces raisons, des propositions ont été présentées au vu de l'établissement d'une convention de recherche à signer entre l'OGH et l'INA pour un programme d'échelonnement sur six années, des réponses étant aux questions que l'on se sono posées devant être obtenues au fur et à mesure du déroulement des travaux.

Outre le problème du Myllo, il existe aussi des insectes phytophages qui est infiniment plus grave. Le simple renouvellement des plantations du Nord revient l'espèce des attaquants, mais est-il préférable que si vos actions énergétiques n'ont pas entrepris l'assainissement de son planification sera compromise.

- PESTICIDES

La faiblesse des moyens disponibles, tant au niveau du Projet (les autorisations PMO n'ont rejoint l'époque qu'après la fin de la campagne) qu'à celui de l'INRA, a retardé d'une année les essais prévus.

- INSECTICIDE DÉFINIE EN CHAMPS

La destruction du céréalié par des espèces végétales (tritiques étrangers ou annuels) est parfaitement au point, mais demande une attention soutenue et des moyens importants (1 traiteur de 50 GY pour 19/20 ha ou 1 att. lage pour 4 ha) - 18 espèces étrangères de janvier à mars sont nécessaires, alors qu'une intervention aurait été pour l'atténuation du "pic" des régressions.

Les difficultés rencontrées, au delà que l'importance du problème, justifiaient que des essais de destruction chimique soient entrepris. Le Laboratoire de malherbiologie de l'INRA (avec l'appui de l'IBRA/France) a bien voulu participer à ces essais, qui ont été mis en place par le Projet dans le courant de l'automne 74 et du printemps 75.

Dans un premier état il s'agissait de tester l'efficacité du produit utilisé sur d'autres cultures, le traitement étant limité à la fructaison des arbres. Les premiers résultats obtenus sont encourageants :

- Le bromacyle semble avoir une action intéressante mais les doses employées sont phytotoxiques. Des doses plus faibles pourraient l'utiliser prochainement.
- L'association Terbutrynazine + Testimazine a une action moins nette mais moins phytotoxique.
- Le Malapon a une action spontanément très limitée.

/

- L'isométriaïne et la Glyptosat ont également une action phytotoxicale et ne paraissent pas entraîner de phyto-toxicité, au cours des traitements par un solvant nécessaires.
- les Chlorotriazole et le Glyptosat ont pourtant une résistance qu'il n'entraîne pas, à la longue, de phytotoxicité.

Sur une base un protocole a été établi pour la pratique conseillée.

Il comporte des seuils de sélectivité et d'efficacité, pour des traitements effectués en automne et au printemps, sur des cultures en eau et à l'irrigation. Ces seuils doivent coïncider avec des traitements nécessaires et faire usage d'appel à des herbicides non spécifiques (Bianchet).

L'absence de spécificité un tant soit peu relative à favoriser l'apparition d'un envahissant que l'Inulacane (qui active l'zapétanisation) accepte de faire.

3. IRIGATION DES OLIVIERS

On peut des démonstrations qui ont été effectuées sur la base des travaux de recherche conduite par l'INRA dans sa station de Montauban. La méthode retenue est celle "à la bianchet" : oliviers entièrement coupés avec un ciseau trop grosse racine importante à être utilisée en petite portion de rameau ("mouture"). Rapidement trois tiges de rameau apparaissent qui, après séchage, donnent trois rafets vigoureux dont l'enracinement se fait rapidement (à partir de la trameuse grande). L'arbre ainsi obtenu peut être vu sur trois ans, ce qui permet de mieux saisir le riz et de donner de plus grande production, tout spécialement pendant la période de renouvellement. L'autre arbre régénéré subit un arrêt total de production pendant quelques années, compensé par la vente de quantités importantes de bois.

Afin de vulgariser cette technique auprès des producteurs 50 parcelles de démonstration sont portant 3.915 oliviers adoucisseurs qui ont été réparties sur 64 implantées dans les diverses zones olivicoles du Centre et du Sud du pays. D'autres parcelles seront installées dans le Nord de la province espagnole.

4. RÉSULTATS FINAUX

Les résultats de résultats obtenus sont par le biais de deux de la base des résultats de recherche réalisée au titre des analyses de l'INRA de Cordoue (Espagne). Ils résultent de très particulier caractères des problèmes que posera, à moyen et à long terme, la rénovation des oliviers et l'huile.

Ces essais, réalisés avec le vibrofréau de ferme CRITALIA ont un caractère approximatif (le rapport est en cours d'édition) fait ressortir que :

- La machine utilisée sur des arbres à grain développement assez tenu fragiles;
- La qualité du travail dépend de l'intensité de la vibration; la force de la vibration importe peu;
- L'attaque, compte tenu du résultat des travaux, doit être générale tout faire sur des branches susceptibles;
- Pour le cultiver normal (sauf au pape). L'appareil de traitement semble n'avoir qu'une faible efficacité;
- L'effet de la vibration est plus sensible sur les fruits situés au sommet que aux coins de la base du cylindre;
- Le résultat ne semble pas être influencé par la charge;
- Les dégâts sur branche et boutons sont inférieurs à ceux occasionnés par la scie électrique simple, quand la machine est bien réglée et les conditions en bon état;
- Le rendement de la machine est faible (47/1, en moyenne pour 6 h de travail) mais peut être amélioré par une meilleure organisation du chantier et la préparation des panaches dans les rameaux;
- L'exécution d'un second passage améliore le pronostic des olives conservées (75 à 100%), mais le résultat obtenu n'a pas été considéré comme suffisant tout au moins pour le cultiver normal;
- La taille actuelle ne semble pas devoir être nécessairement modifiée;
- L'emploi de produits d'abrisson devrait améliorer les résultats.

Ces essais ont été conduits dans des conditions difficiles, avec de faibles moyens. Il aurait été souhaitable que le CRIMALIA de Cordoue apporte ses connaissances techniques en ce qui concerne la coordination régionale. Par ailleurs le constructeur du vibrofréau de ferme (CRITALIA) n'a pas été en mesure d'effectuer les pièces au point et modifications nécessaires pour une meilleure utilisation de la machine.

Compte tenu de l'expérience acquise, et de leur grand intérêt, les essais se poursuivront en 1975/76. Ils seront étendus à la variété Chaton, dont les olives se détachent plus facilement.

.../...

Un nouveau protocole sera mis au point en collaboration avec les différentes pays participant aux travaux de réseau de recherche sur la pomme de terre dans les îles (Espagne - Italie - Tunisie - Liban - Portugal - Tunisie),

- VALORISATION DES CÉPAGES PROBLÉMIQUES

Les études et travaux menés tant en Tunisie qu'à l'étranger ont fait apparaître la possibilité de valoriser les cépages dulcives provenant des cultures existantes. Mise en place par l'opérateur est double :

- > **avantages** : le rendement (productivité et aussi) des transplantations d'extractions d'autre cépage en trattant séparément les pulpes. Il s'agit après passage des olives de séparer les pulpes et noyaux, puis de traiter uniquement les pulpes qui contiennent la presque totalité de l'énergie;
- > **après extraction de l'énergie** (à l'heure actuelle) utiliser les pulpes qui peuvent alors être utilisées, sous certaines conditions, pour l'alimentation du bétail.

En toute moyenne de l'ordre de 150,000 tonnes de pulpes sont disponibles (200,000 tonnes de grignons). Ces pulpes ne sont pas valorisées, si ce n'est dans combustibles. C'est la raison pour laquelle le Comité Technique centralisé du Projet a recommandé, aux propriétaires du Bélier SAS, Directeur des Opérations Agricoles de la PAO, plusieurs actions soit proposées sur la base des travaux réalisés à Chypre par Mr. Faratti, et qu'il soit demandé à Mr. Verratti d'effectuer une mission en Tunisie en qualité de consultant du Projet.

Cette mission a eu lieu du 2 au 7 décembre 1974 et a été suivie d'une seconde mission effectuée du 14 au 23 Mai 1975. Il a été ainsi possible :

- de vérifier que les pulpes d'autre cépages peuvent bien être utilisées pour l'alimentation du bétail;
- de prendre connaissances des premiers résultats obtenus par l'INRA à l'occasion d'anciennes expérimentations sur cette : bonne composition énergétique des pulpes, disponibilité et stabilité pour éviter les problèmes, réponse affirmative pour une utilisation en tant qu'aliment du bétail et digestibilité;

.../...

- de constater que les pulpes employées pour les essais (éparpelin et séchoirs de façon artisanale) n'étaient pas d'une bonne qualité parce que provenant de grignons fermentés;
- de convenir que dans un premier stade il fallait acquérir les matériels recommandés par Mr. Peretti, et les mettre au point, de manière à produire en quantité suffisante les pulpes nécessaires à la conduite de larges essais;
- de demander à Mr. Peretti de fournir toutes informations relatives à l'achat de ces matériels (éparputeur mécanique et séchoir) ainsi éventuellement que les plans de ces matériels s'ils n'existaient pas sur le marché;
- de préciser que si l'opération donnait les résultats escomptés il en pourrait disposer chaque année de ressources supplémentaires équivalentes à plus de 50 millions d'unités fourragères (consommation par les animaux en mélange avec d'autres aliments dans une proportion de 20 à 30% probablement).

Ceci étant, des mesures ont été prises mais n'ont pas encore été concrétisées, le matériel nécessaire n'ayant pu être acheté et les plans que Mr. Peretti devait établir n'étant pas parvenus au Projet. Dans ces conditions, il a été décidé :

- de demander à Mr. Peretti d'effectuer une nouvelle station (qui ne pourra avoir lieu avant 1976) afin de régler définitivement les questions relatives aux matériels qui peuvent, sous sa direction, être fabriqués en Tunisie;
- en attendant de produire avec les "moyens du bord" (séchoirs des unités d'extraction d'huile de grignons - séparation artisanale) des pulpes en quantité suffisante pour entreprendre une série d'essais en collaboration avec la recherche agronomique et l'Office de l'élevage.

5.3 - FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Projet et l'ONU mènent de nombreuses activités dans les domaines de la formation professionnelle : recyclage et perfectionnement des cadres, formation d'ouvriers spécialisés, information et formation des producteurs.

Ces activités sont entreprises en étroite collaboration avec les Directions du Ministère de l'Agriculture (Recherche, Enseignement et formation des cadres - Production Agricole).

Elles se déroulent principalement au sein des réseaux de l'agriculture, mais aussi à cet effet par l'UNES et le Projet, et dans les domaines d'agriculture et de foresterie.

Depuis le début des opérations, une forte croissance importante a été enregistrée :

- Échanges et contacts commerciaux
 - 1 cours de poussins envoi à Bruxelles (au niveau artisanal et coopératif) au profit de 70 participants aux journées de Bruxelles et du Brabant wallon, d'une durée totale de 120 jours.
 - Annecy (10 jours) où deux cours PAB (introduction et approfondissement agricole)
- Renforcement des réseaux sociaux
 - 12 séances au profit de 200 agriculteurs et agricultrices wallons (échange d'expériences d'une semaine)
 - 1 séminaire officiel au profit de 200 agriculteurs du secteur
- Formation d'enseignants spécialisés
 - 15 formations de formation d'une durée de 8 jours à 1 mois au profit de 150 enseignants spécialisés (taille - greffage et horticulture)
 - 243 enseignements, répartis dans toutes les zones didactiques, ayant permis d'enseigner pendant 1 mois 2.500 enseignants qui se sont spécialisés dans la taille
- Journées d'information et réseaux d'échange pour producteurs
 - 27 journées et réseaux départementaux ont participé 362 producteurs
- Stage sur Internet et ordinateur
 - Cetret de 12 heures d'une durée totale de 36 mois

3.4 - RESSOURCES ET FINANCIER

Bien que les moyens humains dont disposait le service technique production de l'UNES et le Projet aient été très limités un effort important a été accompli qui, bien évidemment, a principalement porté sur la préparation et le lancement d'actions qui se développeront dans les prochaines années, en s'intensifiant, sans négliger que des moyens complémentaires soient mis en place. Les principaux travaux menés à ce titre sont les suivants :

/

- PROGRAMME D'EXPLOITATION 1975

Une grande campagne devant mobiliser de l'ordre de 35,000 exploiteurs est en cours. A la fin de juillet 1975, 10,000 exploitants ont été identifiés dans les dépendances du Gouvernement du Cameroun. L'objectif pour 1975 est :

- de renouveler au mieux et parfaitement faire le bilan des performances (fonctionnements de l'exploitation, opérateurs, consommation, nombre de travailleurs, matrasses, bennes, etc.,..) et surtout à établir l'état technique et matériel des boissons dont nous trouvons place;
- fidéliser par la rémunération actuelle de quelques mois d'effort afin de renforcer régulièrement les progrès amorcés, établir l'import des installations et de renouveler les actions complémentaires des résultats obtenus;
- établir un fichier "agriculture" et renouveler les associations élémentaires.

- PROGRAMME DE RÉALISATION DES PLANTATIONS D'OLIVES

Deux projets de ces deux détails ont été présentés pour un programme de planification stratégique à réaliser dans les 10 prochaines années. Ce programme porte sur 50,000 ha ou 7,000,000 arbres, il doit permettre la réalisation d'un objectif de production de 250,000 tonnes d'huile (500,000 tonnes pour les plantations existantes et 50,000 tonnes pour le programme proposé). Mais, que ce 250,000 tonnes d'huile de viennent en 1980, 1985, 1990 ou 1995 n'a été arrêté à 50 millions de francs en 10 ans. Le taux de rentabilité obtenu du projet, toutes charges comprises, est de 9,75, ce qui répond aux normes généralement fixées par les organismes de financement (AFD notamment).

- COLLABORATION DES OLIVIERS

L'action conduite par le Projet se développe dans le cadre d'une étroite collaboration avec le C.G.S. Cette collaboration se manifeste par :

- une assistance pour la construction de la conserverie de Chavant;
- la formation du Directeur de cette conserverie;
- la création d'un laboratoire pour le site au point des techniques de conserverie des olives, laboratoire qui sera au service de la profession (échéance prévue pour 1975/1976).

.../...

• NOTICE DE REUVE DIVERSES

Diverses notes et études ont été préparées, notamment : programme de régénération des oliveraies déclivantes, soin de production du kilo d'olive, protection sanitaire de l'olivier, récolte mécanique des olives, coopératives de service, destruction du châtaignier, techniques de greffage et taille des arbres fruitiers, commercialisation des olives à Bouzigue et Chorbaou, fiches techniques, réflexion sur l'organisation de la vulgarisation agricole, cours internationaux de perfectionnement oléicole.

3.3 - CENTRE DE MULITPLICATION DE L'OLIVIER

A ce titre une action importante a été réalisée : la création d'un centre de multiplication de l'olivier.

Ce centre, situé à Meknès (15 km de Taza), a une capacité de production de 600,000 plants annuellement.

Il est constitué :

- d'une serre vitrée de 1.000 m², équipée d'un système de brumisation et de chauffage, destinée à l'ensevelissement des boutures;
- de serres plastiques pour le durcissement des plants;
- d'abris pour l'éclaircie des plants;
- d'un ensemble de bâtiments d'exploitation et de logements;
- d'équipements pour la préparation du terrain et l'agroportage;
- de matériel agricole et de transport;
- de terrains pour la constitution de parcs à bulles.

L'objectif poursuivi est de :

- remédier à la situation actuelle où il existe de nombreux génotypes dont manquantes pour la fourniture aux producteurs de plants de qualité;
- assurer l'approvisionnement en plants de variétés actuellement introduites (oliviers de table notamment);
- permettre la multiplication de cépages adaptés pour toutes les variétés, plus particulièrement Chelouï, qui constitue la base de l'olivier dans le Nord du pays;
- augmenter la productivité des oliveraies, tant en ce qui concerne le rendement que la teneur en huile;
- promouvoir le développement des plantations d'oliviers de table dont la production est actuellement en larges débouchés.

6 - BUDGET 1971 A L'EXCEPTION DE PROJETS

6.1 - Contribution PIBA - PM

en U.S. \$

| Code | Désignation poste | Département | BUDGET 1971 (2) | | | | | | solde |
|----------------------------|-------------------|--|-----------------------------|----------------------|----|----|---------|-----|---------|
| | | | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | (3) | |
| 10 Personnel international | 831,000 | 130,614 166,079 101,895 1129411175,180 | | | | | | | 317,771 |
| 12 Voyages et déplacements | 19,450 | 1,770 5,931 5,295 13,912 7,500 | - | | | | | | 14,471 |
| 30 Services généraux | 100,000 | 120 | | 7321 8911 435124,900 | | | | | 93,617 |
| 40 Dépenses diverses | 50,000 | - | 1- 8641 1301- 6641 5,000 | | | | | | 15,191 |
| 50 Réseautage | 620,000 | - | 3,570111,136180,38011382001 | | | | | | 314,690 |
| 60 Equipment | 315,000 | 926 | 4,654156,934136,15611127501 | | | | | | 164,765 |
| 70 Contributions | 120,000 | - | - | - | - | - | 185,000 | | 102,000 |
| 80 Informations | 200,000 | - | 2,6641 8,4521 3,763145,000 | | | | | | 114,283 |
| 90 PFRBA PM | 217,082 | 4,678 111,712118,826126,212152,825 | | | | | | | 101,576 |
| TOTAL | 15673292 | 130,091 195,36711930711316036164517631,307,587 | | | | | | | |

(1) 1ère phase = 188,792 \$
 2ème phase = 2,611,000 \$

(2) Pour 1971 = Fédération

(3) Précision 1970 en arrière

6.2 - Génération BICA - Poste de paiement

En dinars

| Année | BICA (1) | BICA | | | Total | Poste | Solde |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------|
| | | BICA | Solde | Total | | | |
| 1973 - 74 | 812,421 | 812,421 | - | 7,388 | 819,810 | 106,390 | 713,437 |
| 1974 - 75 | 61,781 | 61,781 | 173,417 | 60,118 | 315,970 | 954,227 | 61,781 |
| 1975 - 76 | 90,797 | 90,797 | 61,170 | 53,797 | 217,669 | 378,263 | 21,797 |
| TOTAL | 483,000 | 483,000 | 244,997 | 131,200 | 612,870 | 971,650 | |

(1) 4,500,000 O.R.D. = Rembourse au 10.11.75 = 3,526,411 000

Solde disponible au 10.11.75 = 971,650 000

6.3 - Génération BICA/PAC - Personnel administratif

Tableau fourni en 1974 pour les prévisions (Prév. ap. effectif = %)

| Désignation des postes | Total | | | | 1974 | | | | 1975 | | | |
|------------------------------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|----|----|
| | M | F | X | P | X | P | X | P | X | P | X | P |
| - Exploitation | | | | | | | | | | | | |
| 1. Général et personnel | 60 | 5 | 2 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 1.1. Econome | 91 | 3 | 3 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 1.2. Oliviculture et oléotechnie | 54 | 9 | 9 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 1.3. Oliviculture et arboriculture | 49 | 8 | 8 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 1.4. Progrès et organisation | 34 | - | - | - | - | - | - | - | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 1.5. Consultant | 42 | 2 | 2 | 6 | 8 | 8 | 15 | 15 | 2 | 2 | 7 | 7 |
| Total | 289 | 31 | 35 | 39 | 39 | 71 | 51 | 51 | 145 | 145 | | |
| - Administration | | | | | | | | | | | | |
| 1. Administrateur | 34 | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 1. Secrétariat | 1120 | 18 | 18 | 24 | 20 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 |
| Total | 1154 | 18 | 18 | 24 | 20 | 24 | 24 | 24 | 81 | 81 | | |

.../...

6.4 - Succèsion de fonctionnement

du dispositif institutionnel
pour personnels salariés précis
par plan

| Designation postes | BUDGET | EXERCICE | BUDGET | EXERCICE |
|-----------------------------|-----------|----------|---------|-----------|
| Fonctionnel à temps plein | 137,000 | 27,000 | 40,000 | 64,000 |
| Fonctionnel à temps partiel | 813,600 | 20,300 | 61,000 | 89,300 |
| Réquisition (1) | 16,000 | 4,000 | 7,000 | 15,000 |
| Réquisition (2) | 25,000 | 20,000 | 40,000 | 30,000 |
| Fonctionnement (2) | 60,000 | 10,000 | 15,000 | 30,000 |
| Arancas aux professeurs | 210,000 | (3) | 34,000 | 354,000 |
| Subventions aux professeurs | 293,000 | (3) | 6,933 | 193,300 |
| T O T A L | 1,933,000 | 74,900 | 201,933 | 673,300 |
| | | | | 8,230,000 |

(1) enseignement phase opérationnelle

(2) y compris investissement et fonctionnement contre de multiplication (majorité partie dépenses équipement - 1/3 dépenses fonctionnement)

(3) la campagne 72/73 étant largement ensoignée lors du début des opérations du Projet, les prévisions et subventions 73/74 ont été accordées par l'ONU au titre des activités du service technique production.

6.5 - Contrôle des dépenses budgétaires

| Années | Dotations | BUDGET | | | | Solde |
|-----------|------------|------------|---------|---------|------------|-----------|
| | | Reçus | versés | Report | Total | |
| 1973 - 74 | 137,000 | 177,000 | - | - | 177,000 | 33,933 |
| 1974 - 75 | 471,200 | 471,200 | 143,067 | 20,000 | 640,267 | 359,076 |
| 1975 - 76 | 729,000 | 729,000 | 291,191 | 167,463 | 11,177,876 | 787,000 |
| T O T A L | 13,301,800 | 13,301,800 | 424,240 | 187,683 | 11,995,143 | 1,122,000 |

6.6 - Contratuation du Gouvernement Tunisien - Personnes : notes/bases

(Prévu/P = Effectif/E)

| Désignation des postes | Total prévu N/B | 1971 | | 1972 | | 1973 | | 1974 | | 1975 | |
|-------------------------------------|-----------------------|------|-----|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-----|
| | | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. |
| Directeurat - tout plein | | | | | | | | | | | |
| - Directeur du Projet | 60 | 12 | 12 | 19 | 19 | 12 | 12 | 12 | 12 | 21 | 21 |
| - Agro-développement | 60 | 12 | 9 | 12 | 15 | 12 | 12 | 12 | 12 | 24 | 24 |
| - Agronomie | 170 | 26 | 27 | 36 | 31 | 36 | 36 | 32 | 32 | 32 | 32 |
| - Adjoints techniques | 852 | 12 | 18 | 69 | 154 | 69 | 108 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| Spécialistes - temps partiel | | | | | | | | | | | |
| - Ingénieurs techniques central | 600 | 19 | 60 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| - Ingénieurs techniques régional | 250 | 16 | 30 | 34 | 60 | 60 | 60 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| - Adjoints techniques régionales | 1.875 | 63 | 78 | 372 | 380 | 480 | 600 | 760 | 760 | 760 | 760 |
| Administration - plein temps | | | | | | | | | | | |
| - Administrateurs | 77 | 9 | 0 | 12 | 5 | 12 | 10 | 10 | 10 | 26 | 26 |
| - Comptables | 56 | 6 | 0 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 28 | 28 |
| - Secrétaires | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 16 | 0 | 24 | 0 | 0 | 0 |
| - Secrétaire | 103 | 9 | 7 | 24 | 12 | 24 | 12 | 12 | 12 | 46 | 46 |
| - Dactylos | 105 | 9 | 6 | 24 | 9 | 24 | 12 | 12 | 12 | 48 | 48 |
| - Débuteurs | 213 | 21 | 20 | 48 | 48 | 48 | 45 | 45 | 45 | 96 | 96 |
| - Gardeurs | 1.311 | 115 | 10 | 281 | 295 | 328 | 320 | 320 | 320 | 640 | 640 |
| TOTAL | 5.114 | 367 | 325 | 976 | 1.121 | 1.222 | 1.704 | 2.562 | 2.562 | | |

EVALUATION DU PROJET TIRI (PTT)

"Développement Rural Intensif de Ressources Végétales Oligocole"

KADDE

REMARQUE :

- 1 - Le Projet a été approuvé par le Gouvernement dominique, la NADD, et est devenu opérationnel le 21 Mars 1973. La durée du Projet est de vingt ans. A la demande du Gouvernement dominique (GOD), il a été prévu d'effectuer une mission d'évaluation environ trente mois après que le Projet devienne opérationnel.

OBJECTIF DE L'ÉVALUATION :

- 2 - Les principaux objectifs de l'évaluation du Projet sont les suivants :
- Examiner le Projet de façon à déterminer si ses objectifs immédiats sont en bonne voie de réalisation et s'il a permis ou permettra vraisemblablement d'aider le Gouvernement à atteindre les objectifs de Développement national et sectoriel indiqués;
 - Identifier les facteurs qui peuvent avoir facilité ou retardé la réalisation des objectifs immédiats ou à long terme du Projet;
 - Formuler des recommandations en vue de l'orientation à donner à l'évolution & entreprendre jusqu'à la fin du Projet.

La mission doit se soustraire au rôle de l'évaluation toutes les étapes de la formulation et de l'exécution du Projet à formuler des recommandations quant à son évolution ultérieure.

- 3 - Pour accomplir sa cette tâche, la Mission doit notamment apprendre :

- a) le rôle joué par le Projet dans l'accroissement des revenus, de l'emploi et de la production agricole des zones à rotation oligocole, afin d'élever le niveau de vie des producteurs et en particulier des petits producteurs;
- b) le rôle du Projet dans la conduite d'activités entrepreneuriales à niveau national et régional et ayant pour but de déterminer, pour chaque des régions oligocoles du pays, les grandes lignes des programmes de développement de l'agriculture et de l'oléiculture.

/

- a) la qualité et l'aptitude de la formation donnée aux cadres participant à l'exécution du Projet ainsi qu'une variété spécialisée et aux vulgarisations;
- b) l'assistance donnée par le Projet dans la mise au point des méthodes et techniques destinées à vulgariser les méthodes modernes et les avantages de la recherche et du progrès technique;
- c) l'afflux et la diffusion entrepris par le Projet dans les domaines de la vulgarisation et des techniques et financière aux établissements et universités;
- d) le rôle effectif du Comité de Direction, du Comité Consultatif Technique et des Comités Consultatifs Régionaux;
- e) si dégager les actions qui pourraient intéresser des investissements soit d'entre international soit étendus bilatéral;
- f) finallement si les objectifs du Projet ont été bien formulés dans le plan d'opérations et jusqu'à quel point ceux-ci sont en général atteints après trente mois de vie du Projet.

DISPOSITION DE LA MISION

- 4 - Il est proposé que la mission soit composée de :
 - six (6) deux deux représentants de SIDA
 - deux représentants de la FAO

- 5 - Le Gouvernement Tunisien est invité à participer pleinement aux travaux de la mission et à désigner ses représentants.

RAPPORT DE LA MISION

- 6 - Bien que la Mission doive se servir autorisée à discuter librement avec les autorités tunisiennes de tout ce qui a trait à sa tâche, elle n'est pas tenue à prendre des engagements au nom du Gouvernement Tunisien ou de la FAO.
 - 7 - Le rapport de mission sera orienté vers possibles actes sur le terrain et sera présenté simultanément à SIDA et à la FAO sous la forme définitive.
- SIDA et FAO présenteront le rapport au Gouvernement Tunisien, après accord.

Fait le 29 octobre 1974

Exigences relatives

à l'organisation et au déroulement
des activités de production officielles

La présente circulaire a pour objet de préciser à la coordination des Commissariats Régionaux du Développement Agricole et des Services en développement, l'assèchement de la Production Agricole plus particulièrement, les décrets ministériels qui concernent l'organisation des activités de production officielle ainsi que l'exécution des programmes y afférents.

Ces décrets sont mis aux bureaux arrêtés d'un certain accord entre toutes les directions du Ministère de l'Agriculture intéressant au profit du secteur officiel, lors des réunions tenues sous la présidence les 6, 7, 8 et 9 Octobre 1974.

Illes tiennent compte de l'organisation générale des interventions dans quelle mesure édictée au fil de ces séances de chaque direction intéressée une part et de l'Office National de l'Eau et du Projet PDU/OMA/OMA, d'autre part, et visant à assurer les moyens qui existent en renforçant leur efficacité et en évitant toutes duplications, notices de substitution ou création de structures parallèles.

Les programmes relatifs aux actions à entreprendre et qui sont envisagés dans le protocole de la réunion du 7 Octobre 1974 et dans ses annexes ont été fixés sur la base des propositions formulées par les OMA, à l'exception de celles de travail tenu avec la participation des responsables régionaux et des responsables de la production, pour permettre leur finalisation dans les meilleures conditions d'efficacité, il y a lieu de définir le rôle et les attributions des différents acteurs et régions,

Attributions des agences centrales

Dans le cadre d'une collaboration pertinente et organisée entre les Directions, Services et Organismes concernés pour le développement officiel;

- L'Office National de l'Eau (Service Technique Production), d'une part et le Projet PDU/OMA/OMA qui lui est rattaché d'autre part, pour remplir dans les divers domaines de la production de l'irrigation et l'assèchement ;

- De la programmation nationale et régionale des activités;
- De l'harmonisation et de la coordination des actions en décentralisant;
- De la conception et de l'organisation des interventions techniques;
- De la mobilisation et de la mise en place des moyens financiers et matériels prévus par les programmes;
- De "suivi" des réalisations et de la collecte des informations s'y rapportant;
- De l'analyse et de la synthèse des résultats obtenus.

Attributions des échelons régionaux

Les Services Régionaux du Ministère de l'Agriculture sont responsables de la réalisation des programmes du développement régional et sont chargés de l'exécution de toutes les actions qu'ils comportent, sauf pour certaines opérations particulières, qui seront préciées et décomposées de la compétence respective du Service Technique Production de l'Office National de l'Eau et du Projet FAO/SIDA/RUSP. À ce titre, ils ont à accomplir les tâches suivantes :

- Vulgarisation auprès des producteurs des thèmes techniques retenus par les programmes, afin de les inciter à améliorer leur production et de les informer des possibilités qui leur sont offertes, ainsi que des procédures relatives à l'obtention des prêts et subventions.
- Exécution des programmes retenus, dont l'élaboration est faite par leurs préposés, toute difficulté rencontrée devant être immédiatement signalée et faire l'objet d'une mise au point entre la Direction de la Production Agricole, l'Office National de l'Eau et le Projet.
- Distribution aux producteurs des moyens inscrits aux programmes et dont la mise en place à l'échelon régional a été assurée par l'Office National de l'Eau et le Projet. Stabilissement de tous les documents (fiches d'enquêtes - contrats - compte rendus relatifs à l'etat de ces moyens et contrôle de leur utilisation dans le cadre des engagements pris.
- Intégration des activités de promotion régionale avec l'ensemble des activités de développement du secteur agricole, notamment celles des autres Projets intervenant dans les mêmes zones.
- Evaluation de l'impact de toutes les interventions sur les individus évoquant par "Projet".
- Compte rendu périodique sur l'état d'avancement des travaux, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.

.../...

ANNEXE II : LE PROGRAMME

Le programme de l'organisation régionale pour le développement et l'amélioration des agricultures rurales est un programme, à la fois régionalisant les politiques régionales et favorisant le développement économique et social des territoires ruraux de la Nouvelle-Aquitaine par les trois instruments de politique régionale, c'est-à-dire :

- la coopération régionale du développement rural en partenariat entre les collectivités territoriales et les agriculteurs;
- les réseaux des collectivités pour l'amélioration rurale, en particulier pour réaliser l'agriculture en réseau à travers la mise en œuvre de projets spécifiques et intégrés;
- les autorités de régulation pour les relations entre agriculteurs et producteurs;
- les institutions pour l'organisation des agriculteurs producteurs et transformateurs;
- les organisations qui détiennent une ou plusieurs.

Il se doit d'assurer la cohérence des actions, notamment dans les domaines de production, des établissements productifs et producteurs, les institutions productives et les autorités de régulation et d'exploitation.

Les Directions, Comité de Développement Rural et Comité d'Aménagement de la Production Agricole sont les deux dernières autorités administratives, chargées de la mise en œuvre, les premières de la politique régionale.

Pour le Ministre de l'Agriculture

Le Secrétaire d'Etat

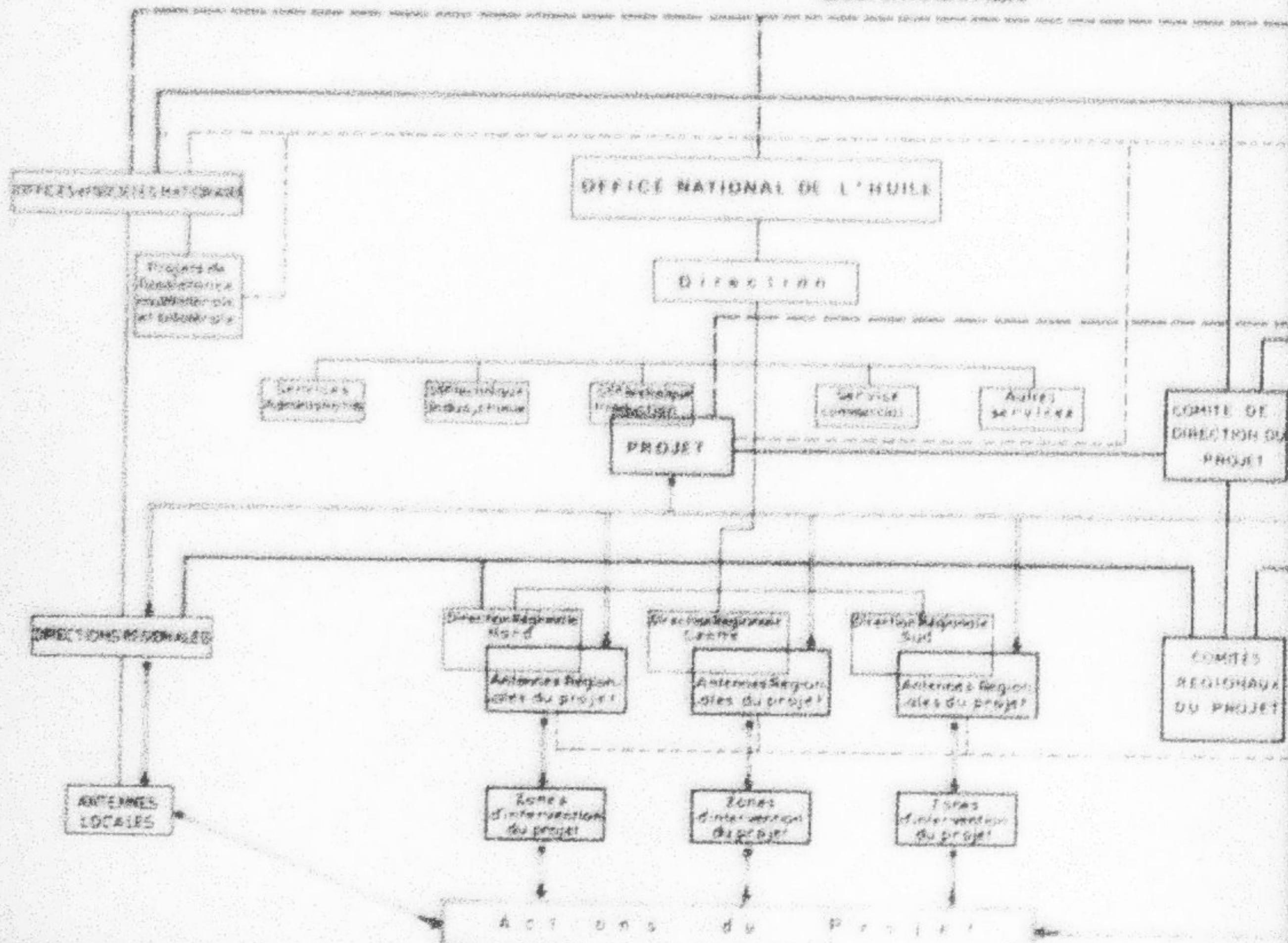
Bibliothèque du Régionat

FEDERATION DES TRAVAILLEURS

OFFICE NATIONAL DE L'HUILE

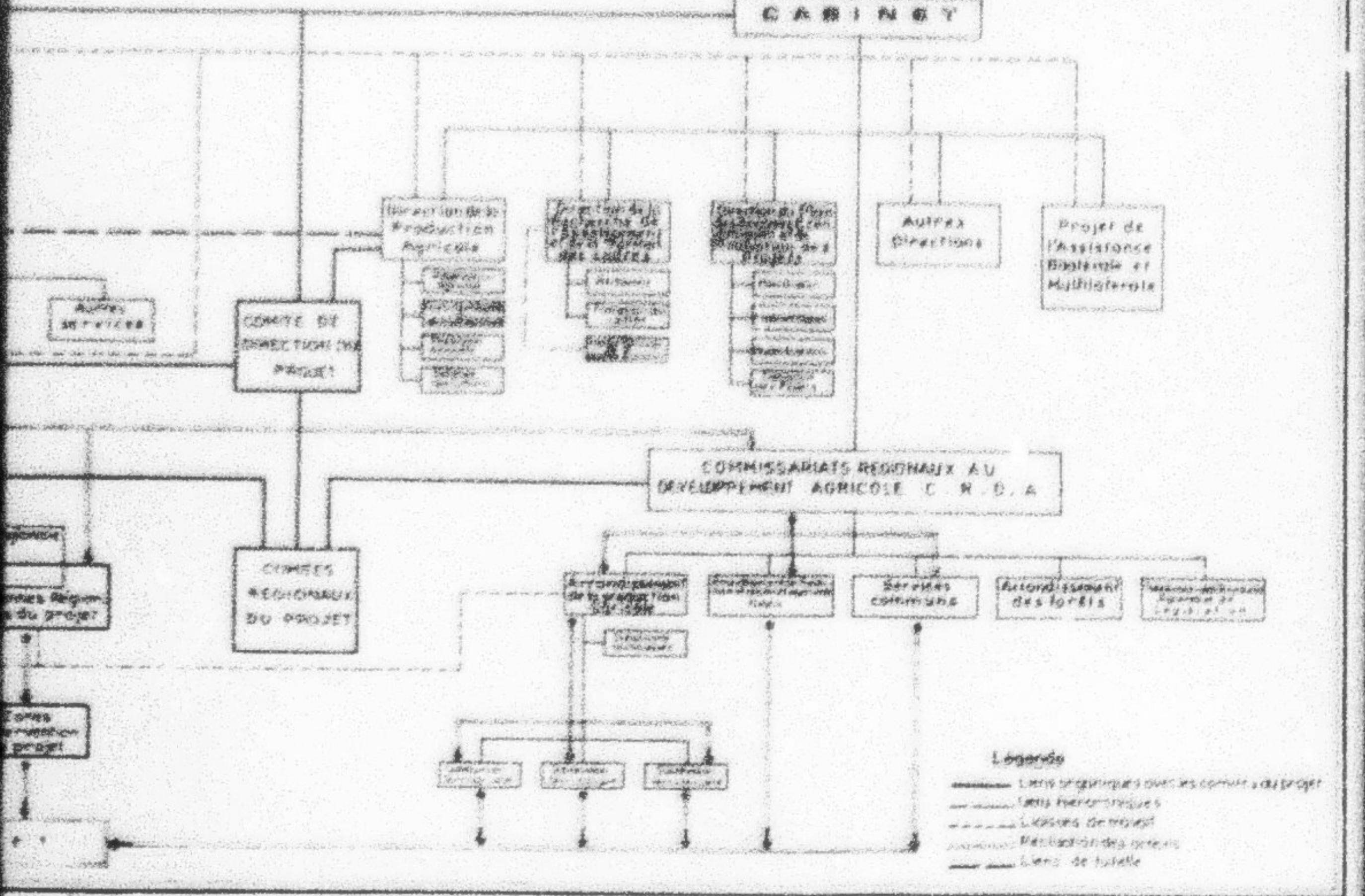
PROJET D'AGRICULTURE

INTEGRATION DU PROJET DANS LES STRUCTURES
CENTRALES



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

◎ 大學生論文



| Section | Description | Antennas | Microwave | Optical | Other | Comments |
|---------|----------------|--|------------------|---------|-------|---|
| A | Initial survey | Antennas A and B, with reference point | A: 20 m, B: 10 m | None | None | Survey point A has been marked by a stone. Survey point B is located 10 m away from point A, along the direction of the laser beam. |
| B | Survey point B | Antennas A and B | A: 20 m, B: 10 m | None | None | Survey point B has been marked by a stone. |
| C | Survey point C | Antennas A and B | A: 20 m, B: 10 m | None | None | Survey point C has been marked by a stone. |
| | | | | | | |

Survey point A has been marked by a stone.
Survey point B is located 10 m away from point A, along the direction of the laser beam.

Survey point C has been marked by a stone.

Survey point D has been marked by a stone.

| Activity | Participants | Location | Date | Description |
|----------|----------------------|----------|------------|---|
| Meeting | John, Mary, Tom, Sue | Office | 10/20/2023 | Planning session for the annual report. |
| Meeting | John, Mary, Tom, Sue | Office | 10/22/2023 | Reviewing financial data and setting goals. |
| Meeting | John, Mary, Tom, Sue | Office | 10/24/2023 | Finalizing report content and distribution. |
| Meeting | John, Mary, Tom, Sue | Office | 10/26/2023 | Final review and sign-off on the report. |

| Period | Actual | Budget | Variance |
|--------|---------|---------|----------|
| Jan | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Feb | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Mar | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Apr | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| May | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Jun | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Jul | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Aug | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Sep | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Oct | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Nov | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Dec | \$1000 | \$1000 | \$0 |
| Total | \$12000 | \$12000 | \$0 |

Periodic financial reports are issued monthly.

2. - Annual Performance Review

Annual financial reports are issued annually.

3. - Financial Statement

11 - 1 - 1968

EXHIBIT

40125

| NAME | ADDRESS | PHONE | STATE | NAME | ADDRESS | PHONE | STATE |
|-----------------|------------------|----------|-----------|-----------------|------------------|----------|-----------|
| ALLEN, ROBERT | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | ALLEN, ROBERT | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| BROWN, HENRY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | BROWN, HENRY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| CARLSON, ERIC | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | CARLSON, ERIC | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| COOPER, JAMES | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | COOPER, JAMES | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| DELLINGER, JOHN | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | DELLINGER, JOHN | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| HORN, RICHARD | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | HORN, RICHARD | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| KOHL, RONALD | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | KOHL, RONALD | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| MORSE, GENE | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | MORSE, GENE | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| REED, RAY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | REED, RAY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| ROBERTS, DAVE | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | ROBERTS, DAVE | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| SCHULZ, BOBBY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | SCHULZ, BOBBY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| WHITE, JEFFREY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | WHITE, JEFFREY | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |
| ZIMMERMAN, RON | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN | ZIMMERMAN, RON | 1100 N. 20TH ST. | 621-1511 | WISCONSIN |

ANNEXE VI

Paris de Etablissement-Dotation et Versements SIDA

| DATES | MONT. CR | MONT. D.T. | MONT. SIDA |
|-----------------|-----------|------------|-------------|
| 21 - 7 - 73 | 500.000 | 47.000 | |
| 27 - 7 - 73 | 525.000 | 49.550 | |
| 12 - 11 - 73 | 500.000 | 76.363 | |
| 17 - 1 - 74 | 500.000 | 48.555 | |
| 2 - 5 - 74 | 30.000 | 2.915 | |
| 1 - 9 - 74(1) | 306.160 | 40.039 | 78.000.000 |
| 15 - 10 - 75(2) | 667.251 | 61.781 | 120.900.000 |
| Total au | | | |
| 10 - 11 - 75 | 3.528.411 | 334.208 | |
| Dotation SIDA | 4.000.000 | 425.650 | |
| Solde | 971.589 | 90.792 | |

(1) 40 séparateurs Alfa Laval , payé directement par SIDA

(2) Matériel mûllerice coopératives payé directement par SIDA

| List of Discrepancies - 1968 Operations | | | |
|--|------------|---------|----------|
| Operation No. | Date | Value | Comments |
| 190 - 74 | | | |
| ✓ 190201 8125 21-103 | 1968-10-23 | 47 3826 | |
| ✓ 190202 9126 20-757 | | 57 3725 | |
| ✓ 190203 9126 2126 12-11-73 | | 59 3846 | |
| ✓ 190205 9126 17-757 | 1968-10-25 | 57 3725 | |
| ✓ 190206 9126 24-757 | | 59 3846 | |
| ✓ 190207 9126 17-757 | 1968-10-26 | 57 3725 | |
| Revised - Budgeted 1973 - 74 | | | |
| ✓ Part I Capital Expenditure ✓ Equipment for the Department | | 4 765 | |
| ✓ 452 130000.00 | | 4 765 | |
| ✓ Building Rent - 16 | | 50 1000 | |
| ✓ Purchase: New 1/2 Bus Unit 700 | | 50 1000 | |
| ✓ Building 60 4000000.00 | | 50 1000 | |
| Budgeted to be Used | | | |
| ✓ 3816 74 1 Purchases ✓ Revised for Actual Cost Reduction | | 2 421 | |
| ✓ Total | | 2 421 | |
| | | 2 421 | |

卷之三

卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三

卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三
卷之三

卷之三
卷之三

卷之三
卷之三

卷之三
卷之三

卷之三
卷之三

卷之三
卷之三

| Category | Sub-Categories | Count | Total |
|-------------------------|-----------------------|-------|-------|
| 1. Personal Information | 1.1 Name | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.2 Date of Birth | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.3 Gender | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.4 Nationality | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.5 Address | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.6 Phone Number | 1 | 1 |
| 1. Personal Information | 1.7 Email Address | 1 | 1 |
| 2. Education | 2.1 Primary School | 1 | 1 |
| 2. Education | 2.2 Secondary School | 1 | 1 |
| 2. Education | 2.3 Higher Education | 1 | 1 |
| 3. Work Experience | 3.1 Previous Job | 1 | 1 |
| 3. Work Experience | 3.2 Current Job | 1 | 1 |
| 4. Hobbies | 4.1 Sports | 1 | 1 |
| 4. Hobbies | 4.2 Music | 1 | 1 |
| 4. Hobbies | 4.3 Reading | 1 | 1 |
| 4. Hobbies | 4.4 Traveling | 1 | 1 |
| 5. Family | 5.1 Parents | 1 | 1 |
| 5. Family | 5.2 Siblings | 1 | 1 |
| 5. Family | 5.3 Children | 1 | 1 |
| 6. Health | 6.1 Medical History | 1 | 1 |
| 6. Health | 6.2 Allergies | 1 | 1 |
| 6. Health | 6.3 Medications | 1 | 1 |
| 7. Financial Status | 7.1 Income | 1 | 1 |
| 7. Financial Status | 7.2 Expenses | 1 | 1 |
| 7. Financial Status | 7.3 Savings | 1 | 1 |
| 8. Legal Status | 8.1 Criminal Record | 1 | 1 |
| 8. Legal Status | 8.2 Civil Status | 1 | 1 |
| 8. Legal Status | 8.3 Employment Status | 1 | 1 |
| 9. Social Media | 9.1 Facebook | 1 | 1 |
| 9. Social Media | 9.2 Instagram | 1 | 1 |
| 9. Social Media | 9.3 Twitter | 1 | 1 |
| 9. Social Media | 9.4 LinkedIn | 1 | 1 |

卷之三

Chalk

100% Chalk - 100% Calcium

ASSOCIATION OF THE AMERICAN
NURSES - N.Y.C.
COLLECTIVE BARGAINING CONTRACT
1982-1983

1

COLLECTIVE BARGAINING CONTRACT
1982-1983
NATIONAL ASSOCIATION OF
NURSES - N.Y.C.

1982-1983

1



COLLECTIVE BARGAINING CONTRACT
1982-1983
NATIONAL ASSOCIATION OF
NURSES - N.Y.C.

1982-1983

COLLECTIVE BARGAINING CONTRACT
1982-1983
NATIONAL ASSOCIATION OF
NURSES - N.Y.C.

1

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

| Category | Description | Quantity | Unit Price | Total Price |
|---------------------------|--|----------|------------|-----------------|
| 1. Materials | Raw materials and supplies used in production. | 100 | \$2.50 | \$250 |
| 2. Direct Labor | Wages paid directly to workers involved in production. | 50 | \$3.00 | \$150 |
| 3. Manufacturing Overhead | Indirect costs allocated to production, such as rent, utilities, and depreciation. | 100 | \$1.00 | \$100 |
| 4. Selling Expenses | Costs associated with selling products, including salaries and commissions. | 20 | \$1.50 | \$30 |
| 5. General Expenses | Administrative expenses, such as office salaries and equipment maintenance. | 10 | \$1.00 | \$10 |
| 6. Total Cost | | | | \$530.00 |

SUITE EN

F 2



MICROFICHE N°

02834

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE
DOCUMENTATION AGRICOLE
TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الصناعة

المركز القومي
للسويق الفلاحي
تونس

F 2

| Topic | Definition | Key Terms | | Notes |
|-------------------------------|---|-----------|-------------|-------|
| | | Term | Description | |
| 7 - Geography and Environment | | | | |
| 7.1 - Geographical Features | | | | |
| | Geographical features are the physical characteristics of a place. | | | |
| | Geographical features include landforms, water bodies, vegetation, climate, soil, and geological structures. | | | |
| | Landforms include mountains, hills, plains, plateaus, deserts, and coastal areas. | | | |
| | Water bodies include rivers, lakes, oceans, and seas. | | | |
| | Vegetation includes forests, grasslands, deserts, and tundra. | | | |
| | Climate refers to the long-term patterns of temperature and precipitation in a region. | | | |
| | Soil is the top layer of the earth's crust, composed of mineral particles, organic matter, and water. | | | |
| | Geological structures include mountains, plateaus, and coastal areas. | | | |
| 7.2 - Human Environment | | | | |
| | Human environment refers to the way humans interact with and modify their natural environment. | | | |
| | Human environment includes agriculture, industry, urbanization, and resource extraction. | | | |
| | Agriculture involves growing crops and raising animals for food and fiber. | | | |
| | Industry involves the production of goods and services. | | | |
| | Urbanization is the growth of cities and towns. | | | |
| | Resource extraction involves mining minerals and extracting energy sources. | | | |
| 7.3 - Sustainable Development | | | | |
| | Sustainable development is the ability to meet the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs. | | | |
| | It involves balancing economic, social, and environmental factors. | | | |
| | Economic factors include job creation, poverty reduction, and economic stability. | | | |
| | Social factors include education, healthcare, and social justice. | | | |
| | Environmental factors include climate change, biodiversity, and pollution. | | | |
| | The goal of sustainable development is to achieve a balance between these three pillars. | | | |

| 日期 | 项目 | 金额 | 摘要 |
|------------|-----|---------|------------|
| 2023-01-01 | 工资 | 1000.00 | 2023年1月工资 |
| 2023-01-01 | 房租 | 500.00 | 2023年1月房租 |
| 2023-01-01 | 水电费 | 100.00 | 2023年1月水电费 |
| 2023-01-01 | 伙食费 | 300.00 | 2023年1月伙食费 |
| 2023-01-01 | 交通费 | 200.00 | 2023年1月交通费 |
| 2023-01-01 | 电话费 | 50.00 | 2023年1月电话费 |
| 2023-01-01 | 网费 | 100.00 | 2023年1月网费 |
| 2023-01-01 | 杂费 | 100.00 | 2023年1月杂费 |
| 2023-01-01 | 购物 | 200.00 | 2023年1月购物 |
| 2023-01-01 | 娱乐 | 100.00 | 2023年1月娱乐 |
| 2023-01-01 | 其他 | 50.00 | 2023年1月其他 |
| 2023-01-01 | 总计 | 3000.00 | 2023年1月总计 |

2023年1月
支出记录

支出总计：3000.00

| 類別 | 項目 | 數量 | 規格 | 備註 |
|----|---------|-------|----|----|
| 總計 | | 5,750 | | |
| | 1. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 2. 簡化 | 2,500 | | |
| | 3. 低價化 | 2,500 | | |
| | 4. 調整 | 2,500 | | |
| | 5. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 6. 簡化 | 2,500 | | |
| | 7. 低價化 | 2,500 | | |
| | 8. 調整 | 2,500 | | |
| | 9. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 10. 簡化 | 2,500 | | |
| | 11. 低價化 | 2,500 | | |
| | 12. 調整 | 2,500 | | |
| | 13. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 14. 簡化 | 2,500 | | |
| | 15. 低價化 | 2,500 | | |
| | 16. 調整 | 2,500 | | |
| | 17. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 18. 簡化 | 2,500 | | |
| | 19. 低價化 | 2,500 | | |
| | 20. 調整 | 2,500 | | |
| | 21. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 22. 簡化 | 2,500 | | |
| | 23. 低價化 | 2,500 | | |
| | 24. 調整 | 2,500 | | |
| | 25. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 26. 簡化 | 2,500 | | |
| | 27. 低價化 | 2,500 | | |
| | 28. 調整 | 2,500 | | |
| | 29. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 30. 簡化 | 2,500 | | |
| | 31. 低價化 | 2,500 | | |
| | 32. 調整 | 2,500 | | |
| | 33. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 34. 簡化 | 2,500 | | |
| | 35. 低價化 | 2,500 | | |
| | 36. 調整 | 2,500 | | |
| | 37. 廉價化 | 2,500 | | |
| | 38. 簡化 | 2,500 | | |
| | 39. 低價化 | 2,500 | | |
| | 40. 調整 | 2,500 | | |

卷之三

卷之三

卷之三

二三

| 卷 | 章 | 句 | 文 | 解 |
|-----|---|-----|----|----|
| 卷之三 | 三 | 一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 二十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 三十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 四十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 五十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 六十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 七十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 八十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十一 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十二 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十三 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十四 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十五 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十六 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十七 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十八 | 子曰 | 子曰 |
| | | 九十九 | 子曰 | 子曰 |
| | | 一百 | 子曰 | 子曰 |

| 1960 | | 1961 | | 1962 | | 1963 | | 1964 | | 1965 | |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|
| Jan | Feb |
| 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 |
| 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 |
| 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 |
| 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 |
| 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 |
| 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 |
| 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

1966
1967

| | | | | | | | | | |
|-----|---|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |
| 卷之三 | 三 | 十一 |

ANNEXE 2

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION

ANNEXE 2

| Activité de Formation | Date | Nombre d'élèves par classe | Nombre de classes | Observation |
|--|---------------|----------------------------|-------------------|---|
| FORMATION A LA FORMATION INTERNADE | | | | |
| 1. Perfectionnement officielle en langues étrangères | 11 - 73 | 30 | 3 | Stage du Maroc |
| 1. Tests pour classification officielle | 5 - 74 | 10 | 2 | Organisé par la PAM |
| 1. Perfectionnement officielle en langues étrangères | 197 - 03 - 75 | 47 | 30 | Stage du Maroc + 1971/8 |
| 1. perfectionnement officielle en langues étrangères | 122 - 04 - 75 | 32 | 30 | Stage du Moyen-Orient |
| 1. perfectionnement dans les métiers | | | | |
| 1. Preparation à l'insécurité des réalisations du Projet | 11 - 74 | 1 | 15 | Sur profit des réalisations et chose d'art traditionnelles de la PAM. |
| 1. 01 - 74 | 1 | 15 | | |
| 1. 03 - 74 | 2 | 12 | | |
| 1. perfectionnement des techniques | 01 - 74 | 1 | 15 | |
| 1. formation des agriculteurs | 02 - 74 | 6 | 6 | Méthode enseignée par le villageois au moyen |
| 1. 03 - 74 | 10 | 81 | | de l'apprentissage |
| 1. 07 - 74 | 3 | 21 | | |
| 1. 114 - 03 - 75 | 102 | 15 | | |
| 1. formation d'information "Babouche" à nouveau | 01 - 74 | 1 | 30 | Stage |
| 1. formation des élèves de STKAR | 12 - 74 | 0 | 30 | |
| 1. formations régionales | 07 - 74 | 8 | 200 | |
| 1. stages d'officialisation et d'assimilation | 14 - 04 - 75 | 21 | 42 | Séances techniques |
| 1. formations pratiques : greffage des oliviers et arbres fruitiers | 01 - 06 - 75 | 3 | 18 | Stages STKAR/SIRG 1974 PAM 1975 pour les formations techniques. |
| FORMATIONS RÉGIONALES | | | | |
| 1. formations pour la formation des opérateurs de la taille de l'olivier | 12 - 73 | 30 | 1.600 | 110 chantiers-familles |
| 1. Récolte des olives | 11 - 73 | 0 | 200 | |
| 1. perfectionnement des méthodes de l'olivier | 03 - 74 | 15 | 21 | |
| 1. formation de "tafah" ou tailleur | 12 - 74 | 40 | 45 | |
| 1. formations des méthodes tailleur | 08 - 75 | 2 mois | 70 | 2 chantiers de 1 mois |
| 1. 09 - 75 de tailleur | 03 - 75 | 2 mois | 8.400 | 135 chantiers de 1 mois |
| 1. formation des greffiers | 10 - 04 - 75 | 22 | 65 | Stage de 3 mois en amphithéâtre |

| Activité de formation | Date | Nombre d'heures | Nombre de participants | Objectif |
|---|-----------------|-----------------|------------------------|--|
| <u>FORMATION D'INFORMATION ET VISION</u> | | | | |
| <u>FORMATION POUR PROFESSIONNALISATION</u> | | | | |
| 1. Journées d'information et visites d'entreprises. | 11 - 12 | 2 | 3 | 100 |
| 2. Journées d'information et visites des coopératives | 123 - 124 | 2 | 3 | 100 |
| 3. Journées d'information et visites | 11 - 12 | 2 | 3 | 100 |
| 4. Journées d'information et visites | 12 - 13 | 2 | 3 | 100 |
| 5. Journées d'information : | 92 - 93 | 2 | 3 | 100 |
| - Nord de l'Anjou | | | | 100 |
| - Centre de l'Anjou | | | | 100 |
| - Sud de l'Anjou | | | | 100 |
| Total | | 22 | 30 | 300 |
| <u>FORMATIONS ET MÉTHODES D'ETUDE</u> | | | | |
| 1. Techniques didactiques | 10 - 12 | 10 heures | 1 | Transfert des connaissances à l'enseignement esp. des techniques didactiques aux enseignants |
| 2. Formation à la recherche en l'agro- culture | 05 - 12 | 10 heures | 1 | Formation recherche en agriculture |
| 3. perfectionnement didactique orga- nisé par le CEDRAGRO | 07 - 12 | 10 heures | 1 | Amélioration de l'enseignement |
| 4. Etude commercialisation des résultats d'olivier | 11 - 12 | 8 heures | 1 | Meilleure utilisation des résultats d'olivier |
| 5. Consulte des enquêtes "multiplicati- on oléagineuse" | 05 - 12 | 10 heures | 1 | Meilleur référencement |
| 6. Développement des enquêtes "mu- tication oléagineuse" | 05 - 12 | 10 heures | 1 | Meilleur référencement |
| 7. étude des techniques de conservation et transformation des olives | 102 - 103 - 104 | 12 heures | 1 | Amélioration de la qualité des olives au fil du temps |
| 8. Techniques de multiplication de l'olivier | 117 - 118 - 119 | 12 heures | 1 | Meilleur échange à l'en- seignement et à l'exploita- tion agricole |

FIN

62

WUWA